

LE BASSIN CARAÏBE : INTERFACE ET RELAIS ENTRE PRODUCTION ET CONSOMMATION DE DROGUES

Jean-Paul Deler*, Olivier Dollfus**, Henry Godard***

RÉSUMÉ. *Le développement accéléré de l'économie des drogues est un des aspects de la mondialisation des activités. Dans le Bassin caraïbe, au rôle essentiel dans l'approvisionnement du marché états-unien, l'espace des stupéfiants s'organise en réseaux complexes, cohérents, solidement structurés et contrôlés par un grand nombre d'acteurs, institutionnels et privés. La collusion entre les organisations criminelles et les pouvoirs établis favorise la déstructuration des appareils d'État et des sociétés nationales.*

• BASSIN CARAÏBE • ÉCONOMIE DES DROGUES • INTERFACE • MONDIALISATION • RÉSEAUX ILLICITES

ABSTRACT. *The accelerated development of the drug economy is one aspect of globalisation. In the Caribbean Basin, which plays a key role in supplying the US market, the drug area is organised into complex, consistent, highly structured networks, controlled by a large number of institutional and private actors. Collusion between organised crime and the authorities contributes to the breakdown of the State apparatus and national societies.*

• CARIBBEAN BASIN • DRUG ECONOMY • GLOBALISATION • ILLEGAL NETWORKS • INTERFACE

RESUMEN. *El desarrollo acelerado de la economía de las drogas es uno de los aspectos de la mundialización de las actividades. En la cuenca caribe, cuyo papel es la alimentación del mercado de los Estados Unidos, el espacio de los estupefacientes se organiza en redes complejas, coherentes, solidamente estructuradas y controladas por numerosos actores institucionales y privados. La colusión entre organizaciones criminales y poderes establecidos favorece la desestructuración de los aparatos del Estado y de las sociedades nacionales.*

• CUENCA CARIBE • ECONOMÍA DE DROGAS • INTERFAZ • MUNDIALIZACIÓN • REDES ILÍCITAS

Aux confins du monde et de l'antimonde, deux facettes d'un même système, nombre d'États du Bassin caraïbe tirent une large part de leurs ressources des activités grises et noires et tous, à des degrés divers, sont affectés par l'économie des drogues en fonction de la plus ou moins grande solidité de leur tissu politique, économique et social. Des 23 pays identifiés comme les plus gros producteurs de drogues ou lieux de transit des stupéfiants (Bureau des narcotiques, Département d'État des États-Unis, 2003), 14 sont situés en Amérique latine et 9 font partie du Bassin caraïbe. En outre, 15 États latino-américains — dont 12 pays du Bassin caraïbe — font partie des 53 États du monde identifiés comme les plus actifs dans les activités de blanchiment.

Le Bassin caraïbe, l'Amérique andine et le marché des drogues

Le trafic mondial des drogues est estimé à 500 milliards de dollars au début du XXI^e siècle (1), soit près de la moitié du chiffre d'affaires annuel du secteur automobile ou deux fois les recettes fiscales de la France. Premier producteur mondial de feuilles de coca et de cocaïne (200 000 à 210 000 ha de cocaïers et environ 98 % de la production en 2001), l'Amérique andine fournit les marchés états-unien et européen à partir de la Colombie, champion de la production, de la transformation de la feuille de coca et de la pâte base, de la vente en gros et de la distribution. Après traitement des

* UMR-9937 REGARDS, Maison des Suds, e-mail : deler@regards.cnrs.fr

** Université Denis-Diderot, Paris VII

*** Université des Antilles et de la Guyane (UAG), Laboratoire GÉODE-Caraïbe, e-mail : henry.godard@wanadoo.fr

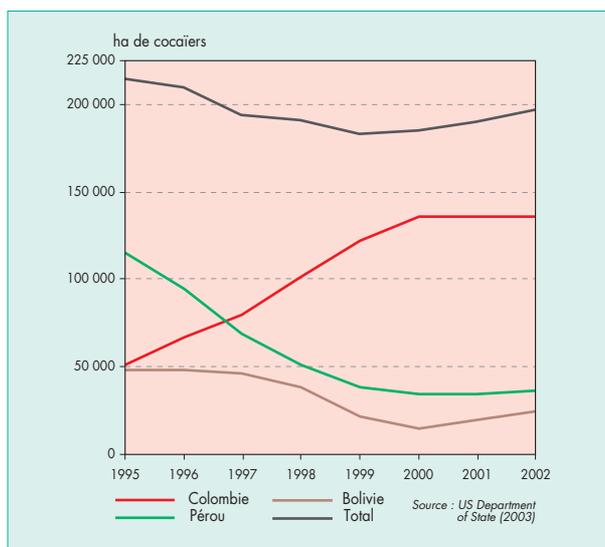
feuilles de coca, éradication des cocaïers, pertes et saisies, 750 tonnes de cocaïne sont distribuées chaque année (500 à destination des États-Unis et 250 de l'Europe) (2).

Si en 2002 la Colombie assurait à elle seule la production mondiale de plus des deux tiers de feuilles de coca et de 80% de la cocaïne, elle n'était qu'un «petit» producteur de feuilles au début des années 1990, loin derrière le Pérou et la Bolivie (fig. 1). Depuis moins d'une décennie, les Colombiens maîtrisent l'ensemble de la filière et ne dépendent plus des deux autres États andins pour l'approvisionnement en feuilles de coca. La Colombie cultive aussi pavot et cannabis et, si elle reste un petit producteur d'opium à l'échelle mondiale (potentiel de moins de 90 t en 2002), la culture du pavot tend à s'accroître en raison de la demande du marché nord-américain : plus de 50% de l'héroïne consommée aux États-Unis provient de Colombie.

L'attrait du marché nord-américain, premier consommateur de cocaïne au monde, explique le rôle majeur joué par le Bassin caraïbe dans la production et la distribution des substances illicites. À la fin des années 1990, on recensait 13,4 M de consommateurs de cocaïne dont 6,3 M, soit près de 50%, en Amérique du Nord, 2,8 M dans les autres pays des Amériques et 3,1 M en Europe.

Les routes, les relais et les points d'appui

Les routes (fig. 2) sont structurées autour de quatre faisceaux principaux au départ de la Colombie, organisatrice du trafic. *Le faisceau occidental*, terrestre, est le plus actif. Il passe par le couloir de l'isthme, tenu par les cartels colombiens, qui produisent et vendent en gros, et les cartels mexicains, qui assurent la distribution. La cocaïne, au départ de la Colombie, est acheminée vers les États-Unis pour partie par la route Panaméricaine, colonne vertébrale du trafic, et pour partie par des avionnettes, des bateaux de pêche et des *go-fast* (3), la presque île du Yucatan jouant un rôle central dans ce dispositif. On estime que 70 à 80% de la cocaïne à destination des États-Unis, soit plus de 350 t, passaient par la frontière mexicaine entre 1995 et 1998. En effet, après le démantèlement des cartels de Medellín et de Cali au milieu des années 1990, les Colombiens ont privilégié le corridor de l'isthme pour des raisons de sécurité, au prix de lourds prélèvements — jusqu'à 50% de la drogue en transit — par les cartels mexicains. Mais depuis quelques années, les Colombiens cherchent à réduire les ponctions mexicaines et

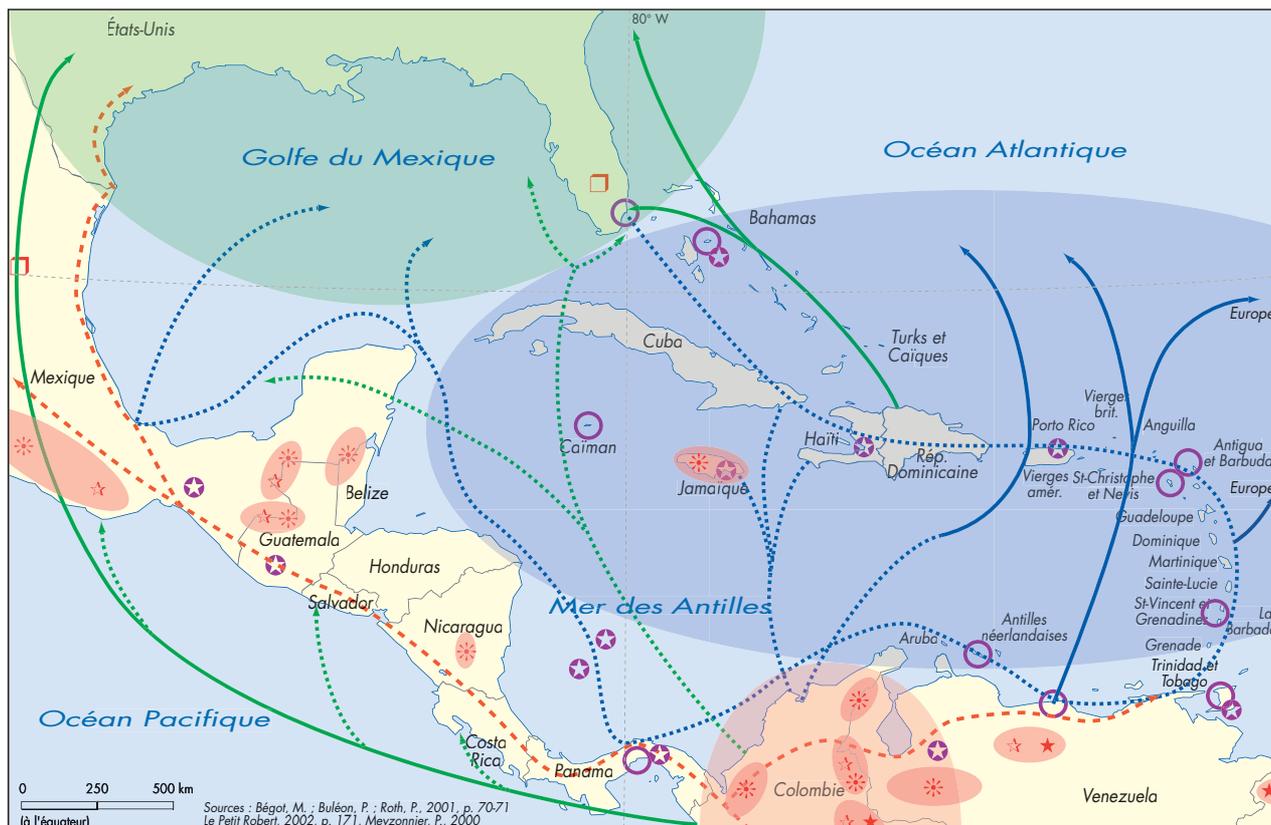


1. L'évolution de la culture de la coca dans l'aire andine (ha) de 1995 à 2002

à emprunter des itinéraires plus sûrs : le trafic par les routes antillaises serait en forte croissance.

Le faisceau antillais, qui approvisionne les marchés nord-américain et européen, est structuré autour de trois axes : de la Colombie à la Floride par Cuba ; de la Colombie aux Bahamas, puis aux États-Unis par Haïti ; des Petites Antilles, branche du faisceau atlantique à destination de l'Europe et des États-Unis, souvent via Porto Rico ou la République Dominicaine. *Le faisceau atlantique*, emprunté par la cocaïne destinée aux marchés européen et africain, relie la Colombie au Brésil par le Venezuela : au nord, les drogues sont acheminées par cargo vers l'Europe à partir de Caracas, Maracaibo et l'île de Margarita ; au sud, elles transitent par l'Orénoque. Enfin, *le faisceau pacifique* approvisionne l'Europe, l'Asie et les États-Unis.

Les relais et les points d'appui entre la zone de production et les centres de consommation sont nombreux. Les portes de sortie des drogues, de part et d'autre de la Colombie, jouent un rôle fondamental dans ce dispositif. À l'est, le Venezuela, qui produit et transforme, voit transiter environ 150 t de cocaïne par an. À l'ouest, le Panama, qui contrôle la partie orientale de l'isthme, est un pays clef dans le stockage (montagnes du Darien à la frontière avec la Colombie), le transit, la redistribution des drogues et le blanchiment. Les portes d'entrée sont aussi des lieux stratégiques essentiels dans le transit des drogues. Le Guatemala joue le rôle de sas



1. Les espaces de production

- Principale zone de production ; mafias de la cocaïne
- ★ Culture de coca (transformation en pâte base, puis en cocaïne et dérivés [crack])
- ☆ Culture de pavot (transformation en morphine, puis en héroïne)
- ✱ Culture de cannabis (transformation en marijuana et haschisch)
- Production de drogues de synthèse

2. Les espaces de consommation

- Principale zone de consommation ; mafias du trafic (Miami, New York)

3. Itinéraires et nœuds des trafics

- Voie terrestre
- Voie aérienne (lignes régulières)
- - - Voie aérienne (avionnettes et parachutages sur terre ou en mer)
- Voie maritime (cargos et conteneurs)
- - - Voie maritime (petites embarcations et sous-marins)
- Principal espace de transit, relais financiers
- ☆ Relais des trafics (stockage, redistribution)
- Place financière du blanchiment

2. Le Bassin caraïbe: interface et relais entre production et consommation de drogues

entre la Colombie et le Mexique : c'est le pays de l'isthme le plus impliqué dans la production, le stockage et le transit (200 t par an) avec le Panama. Enfin, le Mexique fonctionne comme le gigantesque entrepôt de toutes les drogues à destination des États-Unis (4).

Dans les Antilles, les îles les plus proches des zones de production (Trinidad et Tobago qui voit transiter 50 t de cocaïne chaque année, Margarita, San Andres et Providencia) et de consommation (50% de la cocaïne destinée au marché états-unien transitent par les Bahamas) sont

des lieux stratégiques. La fragmentation des espaces micro-insulaires fait de l'arc des Petites Antilles un acteur incontournable depuis une dizaine d'années, d'autant plus qu'il sert de relais pour l'exportation de la cocaïne vers l'Europe. Enfin, les Grandes Antilles sont des lieux stratégiques pour le stockage et le transit des drogues. Par la Jamaïque transitent chaque année environ 100 t de cocaïne. Proche des côtes de Floride, d'Haïti et des Bahamas, l'archipel de Cuba (plus de 4000 îles, la plupart inhabitées), est un des relais du trafic. Haïti demeure l'une des pièces maîtresses du dispositif colombien dans les Grandes Antilles (la moitié de la

cocaïne transitant par les Antilles, soit environ 150 t, passe par l'île d'Hispaniola avant de rejoindre Porto Rico puis les États-Unis). Enfin, Porto Rico, en raison de son statut d'État libre associé aux États-Unis, est souvent la dernière escale des drogues avant leur introduction sur le marché états-unien (plus de 200 t de cocaïne y transitent chaque année).

Le poids du trafic dans les économies

On estime que les profits produits par les activités criminelles dans l'aire d'étude dépassent 300 milliards de dollars par an : 100 provenant des stupéfiants, 100 procédant de l'évasion fiscale et du blanchiment et 100 venant d'autres activités (enlèvements, trafic d'armes et de pierres précieuses, détournement de fonds publics, corruption, racket, etc.). Ainsi, 30 % du PIB des États du Bassin dépendraient des activités illicites et illégales, dont un tiers (10 %) de la drogue. Le PIB de la Colombie et du Mexique dépend de l'économie des drogues à hauteur de 5 % à 15 % ; mais le transit des stupéfiants et le blanchiment pourraient dépasser 50 % du PIB de certaines îles des Petites Antilles.

Le Bassin caraïbe joue donc un rôle majeur dans l'espace mondial des drogues. Si les activités illicites ont pu atténuer la crise des années 1980 en Amérique latine et aider — à quel prix ! — certaines îles des Petites Antilles à s'engager sur la voie du développement économique, elles amplifient surtout les dysfonctionnements qui déstructurent les États et encouragent, parfois en toute impunité, la violence politique, la répression et les guérillas. Le cocaïer et le pavot permettent au paysan de survivre, alors que les autres cultures, y compris celles de substitution, se heurtent à une rude concurrence extérieure dans le cadre de l'économie néolibérale, mais ils participent à la déstructuration des sociétés paysannes et à la crise écologique qui affecte les zones de production et de transformation par le déversement des toxiques nécessaires à l'élaboration de la cocaïne : acides, kérosène, etc. La mise en place de réseaux complexes de transit et de distribution amène les narcotrafiants à s'investir dans les sphères de décision politique, ce qui entraîne la déstructuration des appareils d'État et met en danger le processus démocratique. Enfin, l'inquiétant accroissement de la consommation de drogues dans l'ensemble des pays du Bassin caraïbe facilite la désagrégation des tissus sociaux locaux.

La lutte contre l'économie des drogues s'est intensifiée depuis une quinzaine d'années : depuis l'effondrement du bloc socialiste et l'implosion de l'URSS, les États-Unis ont fait du marché des drogues l'un des nouveaux ennemis communs à combattre ; mais ses résultats sont mitigés. Outre le fait que, parfois, elle est à la limite de l'ingérence d'une puissance étrangère dans les affaires intérieures d'un État (Colombie), les programmes agricoles de substitution sont peu efficaces, les campagnes d'éradication ont des conséquences écologiques désastreuses et les saisies, même spectaculaires en apparence, restent dérisoires.

(1) 300 milliards en 1993, 800 en 2002, le trafic est peut-être surestimé. Les statistiques varient selon les sources, mais les tendances lourdes restent stables.

(2) Le potentiel de fabrication de cocaïne dans l'aire andine était estimé à 827 t en 2001 : 617 t en Colombie, 150 t au Pérou et 60 t en Bolivie (un hectare planté en cocaïers fournit 5 kg de cocaïne). Les éradications par aspersion sont massives : 109 000 ha en 2001, dont 88 % en Colombie ; 123 000 ha en 2002 en Colombie (un record !), soit 45 % de plus qu'en 2001. Cependant, on estime que les producteurs colombiens replantent chaque mois entre 6 000 et 9 000 ha. En 2000, 84 % des saisies de cocaïne dans le monde, soit 335 t, ont été réalisées dans les Amériques (110 t en Colombie, 100 t aux États-Unis, 23 t au Mexique, 15 t au Venezuela, 12 t au Pérou, 7 t au Panama, etc.) et 46 % des saisies de cannabis (plus de 2 000 t) ont été faites au Mexique.

(3) Vedette rapide très fine, non couverte, dotée de deux ou trois moteurs de 250 CV filant plus de 40 nœuds (près de 80 km/h), qui relie les côtes vénézuéliennes à Miami en une quarantaine d'heures ; emportant deux ou trois hommes d'équipage, sa cargaison est composée exclusivement d'essence et de cocaïne (parfois plusieurs tonnes).

(4) En 1998-2000, un gramme de cocaïne était vendu au détail 2,50 \$ en Colombie, 16,50 \$ aux Bahamas, 82 \$ aux États-Unis et 185 \$ en Nouvelle-Zélande. Le trafic est soumis à des recompositions continues en fonction des ouvertures et des risques.

Références bibliographiques

- ASSOCIATION D'ÉTUDES GÉOPOLITIQUES DES DROGUES (AEGD) (2001-2002). *Lettre internationale des drogues*. Paris : AEGD, mensuel.
- BÉGOT M., BULÉON P., ROTH P. (2001). *Émergences caraïbes, éléments de géographie politique*. Paris : L'Harmattan, 77 p.
- DELER J.-P. (1991). « L'espace transnational de la cocaïne ». *Mappemonde*, n° 2, p. 32-33.
- DELER J.-P. (2001). « L'Amérique latine, miroir de la mondialisation ». *Problèmes économiques*, n° 2713, p. 10-15.
- DELPIROU A., MACKENZIE E. (2000). *Les Cartels criminels. Cocaïne et héroïne : une industrie lourde en Amérique latine*. Paris : PUF, coll. « Criminalité internationale », 242 p.

GRIMAL J.-C. (2000). *Drogue : l'autre mondialisation*. Paris : Gallimard, coll. «Folioactuel», n° 73, 260 p.

LABROUSSE A., dir. (2003). *Dictionnaire géopolitique des drogues*. Bruxelles : de Boeck, 745 p.

MEYZONNIER A. (2000). *Trafics et crimes en Amérique centrale et dans les Caraïbes*. Paris : PUF, coll. «Criminalité internationale», 148 p.

OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DES DROGUES (OGD) (1996). *Atlas mondial des drogues*. Paris : PUF, 250 p.

OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DES DROGUES (OGD) (2000). *La Géopolitique mondiale des drogues 1998/1999*. Rapport annuel. Paris : OGD, 230 p.

RUALO-BORBALAN J.-C. (2002). «Drogue et criminalité dans le monde contemporain». *Sciences humaines*, n° 123, p. 34-37.

UNITED NATIONS OFFICE FOR DRUG CONTROL AND CRIME PREVENTION (2002). *Global Illicit Drug Trends 2002*. S.I. : Organisation des Nations unies, 281 p.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. BUREAU FOR INTERNATIONAL NARCOTICS AND LAW ENFORCEMENT AFFAIRS (2003). *International Narcotics Control Strategy Report*. S.I. : INCSR, 12 sections.

Sites internet : <http://www.geodrugs.net> — <http://www.ogd.org> — <http://www.state.gov/g/inl/rls/nrcrpt/> — <http://www.usdoj.gov/dea/>

EN LIBRAIRIE

Histoire et géographie du Bassin caraïbe

Cet ouvrage (1), qui a pour ambition de traiter des problématiques historiques et géographiques à l'échelle de l'ensemble du Bassin caraïbe, est composé de onze chapitres (sept d'histoire, quatre de géographie). Les géographes ont privilégié quatre entrées thématiques pour appréhender les contrastes régionaux, les dynamiques des espaces et des populations et l'avenir du Bassin caraïbe dans le contexte de la mondialisation des échanges et des difficultés d'intégration régionale. Le texte, rigoureux et précis, s'accompagne de documents peu nombreux mais judicieux (cartes et modèles de structuration).

Le premier chapitre «Le bassin caribéen : un espace, des régions» s'attache à rechercher les analogies structurelles de cet ensemble fragmenté en tenant compte des différences d'échelles et des niveaux contrastés de développement économique et humain. La mise en évidence des discontinuités majeures, naturelles et construites, du Bassin caraïbe — dont l'horizon marin est plus un élément majeur d'organisation spatiale qu'une barrière — débouche sur une typologie qui rend compte tant des processus de fragmentation que des convergences qui structurent le Bassin. L'utilisation pertinente de la chorématique permet de distinguer les quatre modèles suivants : les espaces extravertis, les espaces relais, les espaces dissymétriques gravitaires et la variante guyanaise.

Le deuxième chapitre «La région caraïbe : trois échelles de lecture» replace le Bassin caraïbe dans les contextes mondial, régional et local. L'auteur met en évidence l'insertion du Bassin caraïbe dans l'espace mondial depuis la conquête et la mise en valeur des territoires dans le cadre de l'exploitation coloniale — rupture majeure dans la structuration spatiale actuelle du Bassin — jusqu'à l'aube du XXI^e siècle où les espaces du planétaire sont mis en évidence (synapses et espaces de l'antimonde). À l'échelle régionale, l'accent est mis sur les différentes formes de fragmentation politique et économique qui compromettent une intégration régionale parvenant à se démarquer de la puissance états-unienne. Enfin, à

l'échelle locale, les lignes de fracture physique, politique et sociale contribuent à accentuer la segmentation spatiale.

Le chapitre «De l'économie de plantation au développement durable» met en exergue les atouts et les contraintes du Bassin caraïbe dans le cadre d'un développement économique et humain qui tienne compte des nécessités des générations futures. Les nouvelles orientations en matière de développement depuis les années 1980 (renforcement des services et diversification sectorielle), et les espoirs placés dans les associations économiques régionales et la coopération accrue avec d'autres puissances que les États-Unis, pourraient permettre de relever le défi du développement humain.

Le dernier chapitre «Flux et polarisations dans le bassin caribéen» présente une géographie des flux qui traversent la région et des échanges qui contribuent à la structuration de l'espace. Trois angles d'attaque sont privilégiés. L'analyse de l'espace migratoire met en évidence les dynamiques et les processus extra- ou intracaraïbes à l'œuvre depuis les années 1950. L'organisation des échanges au sein du Bassin caraïbe traite des flux maritimes et aériens qui structurent la région et des flux financiers licites et illicites liés aux activités touristiques, aux paradis fiscaux et aux remises issues de la migration. Enfin, l'analyse de l'espace à partir des concepts de centre-périphérie met en évidence les mécanismes ségrégatifs sociospatiaux et l'attraction quasi exclusive qu'exerce la ville principale sur l'espace national et l'ensemble de la population du territoire.

Bien plus qu'un manuel destiné aux enseignants et aux universitaires, cet ouvrage s'adresse à tous ceux qui souhaitent comprendre l'organisation spatiale du Bassin caraïbe, ses dynamiques contemporaines et ses capacités d'insertion au sein du système monde.— **Henry Godard**

(1) ABÉNON L. R., BÉGOT D., BÉGOT M., BURAC M., CALMONT A., HARTOG Th. (2001). *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*. Paris : Hachette, coll. «Hachette Éducation», 160 p.